

Good Morning Business :

Intervention de Jacques Creyssel de la fédération du commerce et de la distribution,
04/12/2014

Stéphane Soumier : C'est Jacques Creyssel qui est avec nous, délégué général de la fédération du commerce et de la distribution ; bonjour Jacques Creyssel, merci beaucoup de venir nous voir... je vous pose la question telle que je la ressens, est-il responsable de se lancer dans un « chantage à l'emploi » et dans un bras de fer avec le gouvernement dans cette histoire de taxe sur les surfaces commerciales ?

Jacques Creyssel : Il ne s'agit en aucun cas d'un chantage ; le gouvernement vient de décider d'augmenter une taxe qui va devenir véritablement confiscatoire ; c'est plus d'1 million d'euros par magasin...c'est quelque chose qui va complètement remettre en cause les équilibres financiers du secteur. Le gouvernement a non seulement décidé d'augmenter cette taxe, mais il a également décidé de remettre en cause les allègements de charge l'été dernier ; il décide de nous mettre 300 millions d'euros de plus de charge sur les sacs plastics dans les magasins ; il décide sur le travail de soirée, d'obliger tous les magasins à 20h30, 20.000 emplois concernés.

Stéphane Soumier : Là c'est pas lui qui le décide, Jacques Creyssel, c'est malheureusement l'application de la loi qu'il vise à réformer la semaine prochaine...

Jacques Creyssel : A partir du moment où dans la loi il ne prévoit rien, cela veut dire qu'il décide de faire en sorte que les magasins ferment le soir à 20h30 ; il y a 20.000 salariés qui travaillent le soir ; et donc quand on additionne tout cela, on s'aperçoit d'une chose simple c'est que l'on ne peut plus tenir nos engagements. Nous avons joué le jeu avec le gouvernement. Le gouvernement nous a dit : « on baisse les charges » et c'est une politique intelligente que nous avons soutenu : le CICE, le Pacte de Responsabilité et de solidarité, tout ceci va dans le bon sens. Qu'est-ce qu'il s'est passé ? Nous avons -10.000 emplois/an, nous sommes aujourd'hui à +4.000 en 2013, c'est-à-dire que ceci a permis de créer 14.000 emplois ; nous sommes le premier secteur recruteur de personnes non qualifiées du pays ; il faut en avoir conscience.

Stéphane Soumier : Exactement et nous allons le marteler face notamment à l'espèce de doxa qui voudrait que ce soit les PME qui créent l'emploi en France. C'est aussi massivement la grande distribution qui crée de l'emploi en France, à telle point que vous pouvez jeter à la mer 30.000 gamins... alors sur les termes, vous me dites « confiscatoire », très franchement une taxe sur les surfaces commerciales au-dessus de 2.500 m² vous appelez ça confiscatoire ?

Jacques Creyssel : Ce n'est pas compliqué : **la taxe va représenter 0,8% du chiffre d'affaires d'un magasin quand la marge est de 1%**. Si vous n'appelez pas ça une fiscalité confiscatoire je ne sais pas ce que c'est. Surtout, ce qui se passe c'est que...

Stéphane Soumier : Combien le CICE vous rend aussi par rapport à l'ensemble de l'évolution de cette taxe ?

Jacques Creyssel : Le CICE ça va être **la moitié des taxes nouvelles qui sont décidées depuis 1 an sur le secteur**, la moitié ; ça veut dire quoi, ça veut dire que les engagements que nous avons

pris : nous avons pris l'engagement de recruter 30.000 jeunes ; aujourd'hui on n'est plus capable de le faire. Il ne s'agit évidemment pas de chantage, et naturellement il ne s'agit pas de dire d'un jour à l'autre, on va tout arrêter ; il s'agit de dire, nous avons pris l'engagement de faire 30.000 embauches, cet engagement à hauteur de 30.000 nous ne sommes aujourd'hui plus capable de le tenir. Et ce qui est derrière tout cela qui est absolument anormal, je dirai même scandaleux c'est que l'on a l'impression dans les discussions qu'il y a pu il y avoir au parlement, qu'en gros l'emploi dans le commerce c'est pas un bon emploi, que l'emploi dans le commerce c'est quelque chose... c'est un sous-emploi, que seul l'emploi industriel est bon... il faut avoir une conscience de la réalité économique : dans l'industrie ils ont besoin d'emplois qualifiés, nous nous avons beaucoup d'emplois peu qualifiés. Où est-ce qu'il y a du chômage en France aujourd'hui ? Ce sont sur les emplois peu qualifiés ; Où sont, où vont aller les jeunes sans qualification que nous embauchons ? Nous embauchons 50.000 jeunes/an. Où est-ce qu'ils vont aller si nous ne sommes plus capables de les embaucher ? C'est un vrai sujet d'intérêt général, et je trouve que ce mépris est terrible ; **en plus il y a une rupture de confiance, l'Etat nous dit « vous embauchez » et ensuite on vous dit « on vous supprime les baisses de charges et on vous reprend même deux fois ce que l'on vous a donné ».**

Stéphane Soumier : Oui, parce que l'Etat considère, alors heuu... mépris pour les métiers du commerce, je suis pas sûr, en tout cas enfin l'Etat, les parlementaires, enfin vous avez raison puisque Christian Eckert a validé tout ça... considère qu'il n'a pas à subventionner la guerre des prix. Parce que finalement l'ensemble de ces aides qu'on vous donne aujourd'hui, ces embauches, vous les faites pas en fonction de votre dynamisme commercial, mais vous pouvez tout à fait les réintégrer dans les prix. Vous n'êtes pas soumis à la concurrence internationale.

Jacques Creyssel : Mais bien sûr que si que l'on est soumis à la concurrence... et internet, en taxant les magasins vous ne pensez pas que cela va avantager Amazon ?

Stéphane Soumier : Je ne voudrai pas dire de bêtises mais vous adhérents aujourd'hui c'est Carrefour, aujourd'hui, Auchan. Ils ne sont pas soumis directement à internet et Amazon ?

Jacques Creyssel : Mais bien sûr que si, et aujourd'hui qu'est-ce qui est en train de se passer ? Et d'ailleurs c'est un sujet que l'on retrouve dans le sujet du travail du dimanche : dans les villes on commence à voir s'installer, des box réfrigérées, des box dans lesquelles vous allez pouvoir récupérer vos produits. Il y a *Amazon Fresh* qui veut s'installer en Europe et livrer le dimanche. On a une révolution du commerce qui est en route. Ce nouveau commerce là, il crée 3 fois moins d'emplois que le commerce traditionnel ; naturellement tout le monde doit pouvoir se développer, mais il faut être conscient qu'à partir du moment où l'on taxe les magasins, cela veut dire que l'on encourage ceux qui n'ont pas de magasin qui n'ont aujourd'hui aucune des normes, aucune des règles... la pénibilité dont on parle beaucoup, naturellement, ça ne les concernera pas. Tout ceci c'est décourager l'emploi en France et ça c'est quelque chose de terrible parce que nous souhaitons embaucher, nous souhaitons développer... mais il faut jouer le jeu.

Stéphane Soumier : Si je fais le compte quand même : alors vous m'avez dit CICE, mais attendez on va rentrer dans le dur quand même... mais il y a la C3S, la contribution...

Jacques Creyssel : On verra en 2017, au rythme où va le gouvernement, c'est 2017 pour la grande distribution,

Stéphane Soumier : Et pour janvier 2015 plus de charge sur le SMIC.

Jacques Creyssel : Non, non, non

Stéphane Soumier : Mais comment ça non non non...

Jacques Creyssel : C'est fini ça a été remis en cause ; le gouvernement a changé le mode de calcul pour la grande distribution, l'été dernier, ceci a été purement et simplement annulé... par un mécanisme dit d'intégration des temps de pause, c'est fini. Le gouvernement avait baissé de 2,2% le coût du travail à travers le Pacte ; il l'a augmenté de 2%. C'est pour cela que nous disons qu'il y en a assez ! Il y a eu cette mesure sur les allègements de charge, il y a cette mesure aujourd'hui sur la TASCOM, il y a ces mesures sur les sacs de caisse, et les sacs fruits et légumes, tout ceci aboutit à 800 millions d'euros de plus.

Stéphane Soumier : Je suis désolé Jacques Creyssel, le truc qui me touche, je vous le dis clairement c'est l'histoire des contrats de génération : est-ce que l'on peut balancer des 4 part 3 dans toutes les rues aujourd'hui, faire ce que fait Monoprix dont on parlera demain, tout est en start-up, formidable... se dire acteur économique responsable et prendre en otage 30.000 gamins, avec les contrats de génération que vous aviez promis ? Très franchement là, il y a un élément incompréhensible...

Jacques Creyssel : On ne prend pas en otage les gamins, on dit simplement la réalité. A partir du moment où il y a une augmentation très forte des charges, cela va se traduire par une diminution de l'activité. Une diminution de l'activité globale...

Stéphane Soumier : Il ne va pas il y avoir de diminution de l'activité dans la grande distribution parce que l'on augmente les taxes, sur les surfaces commerciales...

Jacques Creyssel : A partir du moment où les magasins n'ont plus la possibilité de travailler, il est clair que tout ceci va avoir une répercussion sur l'ensemble du secteur.

Stéphane Soumier : Ca va avoir une répercussion sur vos marges, ça va avoir une répercussion sur la guerre des prix, mais ça ne va pas avoir de répercussion sur l'activité Jacques Creyssel.

Jacques Creyssel : Nos marges sont basses, elles sont à 1% de marges nettes. Quand vous faites vos courses aujourd'hui, sur un panier moyen, un cadis moyen de 50 €, la marge elle est de 50 centimes. Et la taxe telle qu'elle va arriver, elle va être de 30 centimes. Vous voyez bien que c'est complètement absurde.

Stéphane Soumier : Climat de rupture avec le gouvernement ?

Jacques Creyssel : Non, simplement nous avons demandé au Président de la République de le voir sur ce sujet, nous sommes prêts à nous engager nous l'avons toujours dit, nous avions une négociation en cours pour voir comment faire plus encore en terme d'embauches, malheureusement cela suppose qu'il y ait un vrai climat de confiance, et le climat de confiance suppose que l'Etat tienne sa parole ; aujourd'hui il ne la tient pas, du coup nous ne pouvons plus aujourd'hui tenir nos engagements. Encore une fois, ceci vraiment quelque chose de regrettable ; ceci s'est fait sans la moindre concertation, sans le moindre dialogue, personne ne veut nous en parler...

Stéphane Soumier : Juste pour finir, parce que c'est la deuxième grosse fédération en fait qui rompt des négociations sur le Pacte de Responsabilité, après la Fédération des Banques. Et vous

avez l'impression d'une forme de stigmatisation professionnelle. Voilà, la grande distribution, les banques, les métiers...

Jacques Creyssel : C'est exactement ce qui s'est passé au Parlement, c'est exactement ce qui se fait au gouvernement, on dit la grande distribution en gros c'est un secteur sur lequel il faut taper, ce sont des emplois qui ne sont pas de bons emplois, pour nous c'est un mépris vis-à-vis de nos salariés ; nous représentons 750.000 salariés, nous sommes le premier employeur dans la plupart des territoires en France ; encore une fois si nous ne sommes pas là pour embaucher ces jeunes, qui va le faire ?